numero

Bellinzona

1 17 febbraio 2016

Repubblica e Cantone Ticino

# Il Consiglio di Stato

Conferenza governi cantonali (CGC) Casa dei Cantoni Casella postale 444 3000 Berna 7

email: mail@cdc.ch

Rapport de monitoring *Fédéralisme 2015* – évolution du fédéralisme du point de vue des cantons – questionnaire

Signora Segretaria generale,

in riferimento alla vostra comunicazione del 20 novembre 2015 ringraziamo per averci dato l'opportunità di esprimere la nostra opinione e – con la presente – esponiamo la nostra presa di posizione e le risposte al questionario.

Nel merito del questionario ci preme ribadire quanto espresso nelle prese di posizione relative al monitoring Fédéralisme 2013 e 2014: in relazione agli oggetti contenuti nelle liste I, II e III una valutazione dal punto di vista dei quattro indicatori scelti appare fuorviante. Avevamo sollevato in tal senso alcune questioni di natura metodologica (terminologia, modalità di risposta) e qualitativa.

Nonostante le osservazioni di cui sopra, ci esprimiamo nuovamente a favore dello sforzo di monitorare nel tempo l'evoluzione del federalismo.

Ringraziamo anticipatamente per l'attenzione che sarà rivolta alle nostre osservazioni e porgiamo i nostri migliori saluti.

Il Presidente:

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Cancelliere:

€. Gianella

Allegati: Questionario compilato

#### Copia.:

- Consiglio di Stato (di-dir@ti.ch, dss-dir@ti.ch, dfe-dir@ti.ch, dt-dir@ti.ch, decs-dir@ti.ch, can-sc@ti.ch)
- Delegato per i rapporti confederali (joerg.debernardi@ti.ch)
- Deputazione ticinese alle camere federali (delegato.berna@ti.ch, renata.gottardi@ti.ch, sara.guerra@ti.ch, nicolo.parente@ti.ch)
- Pubblicazione in internet



ch Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit / Fondation ch pour la collaboration confédérale

Monitoring Föderalismus 2015 / Monitoring Fédéralisme 2015

#### Evolution du fédéralisme 2015 du point de vue des cantons

Les chancelleries d'Etat des cantons sont priées de bien vouloir répondre à ce questionnaire, en vue du Monitoring Fédéralisme 2015: (merci de retourner ce questionnaire à mail@cdc.ch d'ici le 15 février 2016 au plus tard)

Nom du canton: Ticino

#### 1. Projets de la Confédération

Veuillez trouver en annexe trois listes d'affaires traitées au niveau de la Confédération considérées comme importantes sous l'angle du fédéralisme:

- I. Liste des 20 procédures de consultation, auditions et consultations politiquement Importantes pour les cantons, achevées durant l'année 2015,
- II. Liste des 20 nouveaux projets d'actes législatifs importants proposés au cours de l'année 2015 par le Conseil fédéral et les commissions parlementaires,
- III. Liste des 20 ordonnances du Conseil fédéral politiquement importantes pour les cantons entrées en vigueur en 2015.

Nous vous remercions, pour les rubriques 1.1. 1.2, et 1.3, de choisir dans la liste correspondante chaque fois les cinq affaires qui ont eu le plus d'incidences pour votre canton sous l'angle du fédéralisme, puis d'évaluer ces projets selon les principes de la subsidiarité 1 et de l'équivalence fiscale 2, de l'autonomie cantonale 3 et de la charge de travail pour votre canton pour la mise en œuvre du droit fédéral. Pour chacune de ces rubriques, il vous est possible d'ajouter chaque fois deux affaires importantes pour votre canton sous l'angle du fédéralisme qui ne figureraient pas dans la liste correspondante (projets no 6 et 7).

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Principe de subsidiarité: selon ce principe, les tâches publiques doivent être exécutées au niveau qui permet de les remplir au mieux. Ceci implique, pour les cantons, que la Confédération ne doit pas s'attribuer des tâches si les cantons disposent des compétences nécessaires pour les accomplir eux-mêmes et s'il n'existe pas une raison impérieuse d'unifier ces tâches (art. 5a et 43a Cst)

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Equivalence fiscale: selon ce principe, le cercle des bénéficiaire d'une prestation se recoupe avec celui qui en assume les coûts et qui prend les décisions y afférentes. Selon l'article 43a al. 2 et 3 Cst, cela signifie que la collectivité qui bénéficie d'une prestation en assure le financement et décide de la prestation.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Autonomie: selon l'article 47 Cst, la Confédération doit respecter l'autonomie des cantons, en leur laissant suffisamment de tâches propres, en respectant leur autonomie organisationnelle et en leur laissant des sources de financement suffisantes.

No du projet	Dénomination
No 1	Modification de l'ordonnance concernant l'octroi d'allégements fiscaux en application de la politique régionale
No 2	Modification de l'ordonnance concernant la détermination des zones d'application en matière d'allégements fiscaux
No 3	Révision de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (LTN)
No 4	Adaptations d'ordonnances dans le cadre du Financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF)
No 5	Révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr)
No 6	Echange automatique de renseignements fiscaux au niveau international
No 7	Révision des ordonnances relatives à la nouvelle loi sur les denrées alimentaires (Projet Largo) [NON PRESENTE IN LISTA I]

Evaluation	Evaluation:												
Numéro du projet:	Subsidi Atteinte compét cantona	à des ences	1	Respect de Autonomie:  l'équivalence Marge de manœuvre du canton fiscale:				Mise en d Charge d	<u>œuvre:</u> le travail p	our le ca	Remarques		
	Oui	Non	Oui	Non	Renfor- cée	Inchan- chan- gée	Réduite	Sup- primée	Elevée	Moyen ne	Faible	Aucune	
No 1	Х			Х			Х						
No 2	Х			Х			Х						
No 3		Х								Х			
No 4			Х										
No 5		х				X							Vedere prossimi sviluppi, oggetto prioritario per il Ticino
No 6								Х					Vedi accordo CH-I

No 7													Alcuni articoli interferiscono con l'autonomia cantonale, assegnano nuovi compiti non compensati da relative risorse.	
1.2. Proj	1.2. Projets d'actes législatifs importants du Conseil fédéral et du Parlement (selon liste II)													
No du proj	et Dé	Dénomination												
No 1	Nat	ionaler Inno	vationspa	k in der Sc	hweiz. Aus	gestaltung ι	und Unterstüt	tzung						
No 2	Sta	ndortförderu	ng 2016-2	2019										
No 3	Bur	desgesetz (	iber die L	adenöffnun	gszeiten									
No 4	Unt	ernehmenst	euerreforr	n III										
No 5	Am	tshilfe in Ste	uersache	n										
No 6	Inte	rnationaler a	automatis	cher Inform	ationsausta	usch im Ste	euerbereich							
No 7	KV	KVG. Steuerung des ambulanten Bereichs												
Evaluation										<u> </u>	_			
Evaluation Numéro du projet:	Subsic Atteint	e à des tences	Respective discale:		Autonom Marge de		re du cantoi	n	Mise en d Charge d	œuvre <u>:</u> le travail p	our le ca	nton	Remarques	
Numéro	Subsic Atteint compé	e à des tences	<u>l'équiva</u>				re du cantoi Réduite	Sup- primée			our le ca Faible	nton	Remarques	
Numéro	Subsic Atteint compé cantor	e à des tences ales	l'équiva fiscale:	lence	Marge de	Inchan- chan-	<u>-</u>	Sup-	Charge o	le travail p Moyen	T	<u>r</u> .	Remarques	
Numéro du projet:	Subsic Atteint compé cantor Oui	e à des tences ales Non	l'équiva fiscale: Oui	Non	Marge de Renfor- cée	Inchan- chan- gée	Réduite	Sup- primée	Charge of Elevée	Moyen	Faible	Aucune	Remarques	
Numéro du projet: No 1	Subsice Atteint compé cantor Oui	e à des tences ales Non	l'équiva fiscale: Oui	Non	Renfor-cée	Inchan- chan- gée	Réduite	Sup- primée	Charge of Elevée	Moyen ne	Faible X	Aucune	Remarques  Cfr. RG1553 del 26.03.14: Ticino favorevole al progetto posto in consultazione	

No 5		X		X			×		Х				
No 6		Х	Х								Х		
No 7													La modifica avrebbe conferito maggiore margine di manovra ai Cantoni. Il voto finale e la decisione di affossare il progetto privano i Cantoni di un importante strumento.
1.3. Ordonnances fédérales importantes pour le canton entrées en vigueur au cours de l'exercice analysé dans le rapport (selon liste III)													
No du proje	et Dér	nomination											
No 1		Ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture du 23 octobre 2013 (Ordonnance sur les paiements directs, OPD ; RS 910.13) ; révis 29.10.2014									PD ; RS 910.13) ; révision du		
No 2	Ord	Ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges du 7.11.2007											
No 3	Ord	Ordonnance sur l'énergie (OEne; RS 730.01); modification du 25.6.2014											
No 4	Ordonnance sur les résidences secondaires. Modification du 23 octobre 2015												
No 5	Ord	onnance su	r la correc	tion des pri	mes du 12	septembre	2014						
No 6	Ord	onnance rel	ative à l'a	dmission, a	u séjour et	à l'exercice	d'une activité	é lucrative	du 24 octob	re 2007			
No 7	Ord	onnance su	r la protec	tion civile d	lu 5 décemb	ore 2003							
Evaluation:													
Numéro du projet:	Subsidi Atteinte compét	Subsidiarité: Atteinte à des ompétences antonales  Respect de l'équivalence fiscale:			Autonomie: Marge de manœuvre du canton				Mise en œuvre: Charge de travail pour le canton				Remarques
	Oui	Non	Oui	Non	Renfor- cée	Inchan- chan- gée	Réduite	Sup- primée	Elevée	Moyen ne	Faible	Aucune	
No 1	Х						Х			Х			

Х		Х		X				X			
X				Х							
Х	Х			Х							Vedi peculiarità TI
X		Х		Х							Impatto su TI
Х	Х			Х							Vedi peculiarità TI
Х	Х				Х						Autorizzazione IPU/IR
	□       X         □       X         □       X         □       X	□       X       □         □       X       X         □       X       □         □       X       X	□     X     □       □     X     X       □     X     X       □     X     X       □     X     X	□     X     □     □       □     X     X     □       □     X     X     □       □     X     X     □	□     X     □     □     X       □     X     X     □     X       □     X     X     □     X       □     X     X     □     X	.	.	.	.	Image: contract of the contract	X

	2.	<b>Projets</b>	législatifs	de votre	canton
--	----	----------------	-------------	----------	--------

Mentionner au maximum cinq projets législatifs les plus importants sous l'angle du fédéralisme traités par votre canton. Sous 2.2, préciser si parmi ces affaires, des problèmes particuliers sous l'angle du fédéralisme sont survenus avec la Confédération.

## 2.1. Projets législatifs les plus importants

No du projet	Dénomination
No 1	Iniziativa popolare cantonale «Salviamo il lavoro in Ticino!» (in particolare la questione dei salari minimi)
No 2	Iniziativa popolare cantonale «Prima i nostri» (priorità alla manodopera indigena, vedi 121a Cost.)
No 3	Legge tributaria cantonale (modifica moltiplicatore comunale imposte alla fonte = 100%)
No 4	
No 5	

2.2. Po	tentiel conflictuel de ces projets sous l'angle du fédéralisme
	affaires cantonales mentionnées sous point 2.1, y en a-t-il qui ont généré, sous l'angle du fédéralisme, des problèmes particuliers avec la Confédéoui, merci d'en faire une brève description <sup>4</sup> .
No 1	Attuazione difficoltosa: il quadro legale federale impedisce ai Cantoni di stabilire dei salari minimi (vedi ad esempio i valori soglia).
No 2	Vedere prossimi sviluppi federali per quanto concerne l'applicazione dell'articolo costituzionale 121a.
No 3	Attuazione difficoltosa rispetto all'evoluzione del quadro legislativo federale e alle reazioni dell'Unione europea (vedi denuncia I).
No 4	
No 5	

2.3.	Orientation matérielle de ces projets									
	Pour les affaires cantonales classées sous point 2.1, nous vous remercions de bien vouloir exposer brièvement ci-dessous : - les buts visés par ces projets, la solution retenue pour chacun d'eux ainsi que tout élément que vous considérez comme innovant.									
No 1	Obiettivo: lotta al dumping salariale. Soluzione: fissazione di salari minimi nei diversi settori economici.									
No 2	Obiettivi: lotta all'effetto sostituzione della manodopera indigena con quella frontaliera e lotta al dumping salariale.  Soluzione: priorità alla manodopera indigena.									
No 3	Obiettivi: lotta al dumping salariale e parificazione fiscale rispetto al costo della vita tra lavoratori svizzeri e frontalieri.  Soluzione: adeguamento dell'imposizione alla fonte.									
No 4										

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Exemples: limitation de la marge de manoeuvre du canton par le droit fédéral, Difficultés lors de la mise en oeuvre du droit fédéral, charges financières imposées par la Confédération etc.

No 5													
-													
3. Appréd	iation globale o	le l'évolution d	u fédéralisme										
3.1 Do manià	re générale, que	al est selon you	e sur cette éc	helle le dearé (	le respect des	nrincines du fé	déralisme nar l	a Confédératio	n au cours de				
	ilysé dans ce qu		s, sur cette co	nene, le degre t		principes du le	acranome par i	a comederatio	ni aa ooais ac				
Très bas									Très élevé				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10				
					Х								
				<u>                                     </u>			L	I	1				
								· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				
3.2. Par rappo	ort à l'année pré	cédente, dans d	quelle mesure	ce degré de res 	pect des princ	ipes du fédérali	sme a-t-il évolu	ué?					
Forteme	nt péjoré	Plutôt į	péjoré	Inchangé		Plutôt amélioré		Fortement amélioré					
		×		. [									

#### 4. Attentes particulières concernant la collaboration Confédération-cantons

Quelles sont pour votre canton les attentes les plus importantes concernant la collaboration Confédération-cantons?

- Comprensione delle specificità regionali e delle problematiche che toccano i diversi territori;
- Rispetto del principio di sussidiarietà: maggior autonomia laddove possibile al livello istituzionale più basso (vedi margine di manovra). Le Istituzioni locali conoscono infatti meglio le loro caratteristiche/esigenze e quindi anche le soluzioni più adatte;
- Attenzione al primato della politica sulla burocrazia: le diversità sono la forza della Svizzera, non l'uguaglianza (vedi accentramento di competenze).
- Rispetto e applicazione della volontà popolare espressa nei diversi Cantoni;
- Coinvolgimento attivo dei Cantoni nei differenti progetti (l'approccio deve essere bottom-up);
- Valorizzazione del federalismo quale principio fondante della Svizzera (è una forza non un ostacolo amministrativo).

### 5. Prix du fédéralisme : proposition de candidature(s)

La Fondation ch alloue un prix annuel du fédéralisme. Les cantons sont invités à émettre des propositions de candidatures à l'attention du jury. Prière de bien vouloir motiver brièvement vos propositions.

Merci beaucoup d'avoir pris le temps de répondre et d'envoyer ce questionnaire d'ici le 15 février 2016 au plus tard à mail@cdc.ch